

3. Si vous êtes déjà fonctionnaire fédéral et vous ne travaillez pas pour l'organisme qui recrute, téléchargez une preuve de nomination de niveau A (niveau de la sélection) (arrêté de nomination, extrait du *Moniteur belge*, preuve de votre employeur, prestation de serment ou arrêté d'accession) avant la date limite d'inscription et mentionnez l'historique complet de votre expérience professionnelle, emploi actuel inclus. Si vous avez déjà téléchargé votre preuve de nomination dans votre CV en ligne, inutile de répéter à nouveau cette opération.

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 7 octobre 2013 via [www.selor.be](http://www.selor.be)

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SELOR (ligne info 0800-505 55) ou via [www.selor.be](http://www.selor.be)

3. Als u al federaal ambtenaar bent en nog niet werkt voor de rekruterende instelling, laadt u uw bewijs van benoeming op niveau A (niveau van de selectie) (benoemingsbesluit, uittreksel uit het *Belgisch Staatsblad*, bewijs van de werkgever, bevorderingsbesluit of bewijs van eedaflegging) op vóór de uiterste inschrijvingsdatum en vult u uw volledige professionele ervaring in, inclusief uw huidige job. Als dit bewijs van benoeming al werd opgeladen in uw online-CV, moet u dit niet opnieuw doen.

Solliciteren kan tot 7 oktober 2013 via [www.selor.be](http://www.selor.be)

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, selectie-procedure,...) kan u verkrijgen bij SELOR (via de infolijn 0800-505 54) of op [www.selor.be](http://www.selor.be)



**SELOR**  
**BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE**

**Recrutement. — Résultats**

[2013/205169]

**Sélection comparative  
d'assistant(e) à la numérisation, néerlandophones**

La sélection comparative d'assistant(e) à la numérisation (m/f) (niveau C), néerlandophones, pour la Bibliothèque royale de Belgique (ANG13016) a été clôturée le 16 septembre 2013.

Le nombre de lauréats s'élève à 3.

**SELOR**  
**SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID**

**Werving. — Uitslagen**

[2013/205169]

**Vergelijkende selectie van Nederlandstalige  
assistent digitalisering**

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige assistent digitalisering (m/v) (niveau C) voor de Koninklijke Bibliotheek van België (ANG13016) werd afgesloten op 16 september 2013.

Er zijn 3 geslaagden.



**SELOR**  
**BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE**

[2013/205212]

**Sélection comparative  
d'assistants en étalonnage, néerlandophones**

La sélection comparative d'assistants en étalonnage (m/f) (niveau B), néerlandophones, pour le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (ANG13062) a été clôturée le 21 juin 2013.

Le nombre de lauréats s'élève à 2.

**SELOR**  
**SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID**

[2013/205212]

**Vergelijkende selectie van Nederlandstalige  
assistenten kalibraties**

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige assistenten kalibraties (m/v) (niveau B) voor de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (ANG13062) werd afgesloten op 21 juni 2013.

Er zijn 2 geslaagden.



**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C - 2013/09424]

**17 SEPTEMBRE 2013. — Circulaire relative à l'échange d'informations entre les Officiers de l'état civil et l'Office des Etrangers à l'occasion d'une déclaration de mariage ou d'une déclaration de cohabitation légale d'un étranger en séjour illégal ou précaire**

A l'attention de Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et les Officiers de l'état civil du Royaume,

Le mariage est un droit fondamental garanti, notamment, par l'article 12, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (dite « C.E.D.H. ») et par l'article 23, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

D'ailleurs, pour pouvoir conclure un mariage, il n'est pas nécessaire que l'étranger soit admis ou autorisé à un séjour de plus de trois mois. Par conséquent, l'Officier de l'état civil ne peut refuser de dresser l'acte de déclaration de mariage ou de célébrer le mariage pour ce seul motif.

Toutefois, il y a lieu de constater que certains mariages sont conclus non pas en vue de créer une communauté de vie durable mais uniquement dans le but d'obtenir un avantage en matière de séjour.

En effet, l'article 146bis, du Code civil dispose que : « *Il n'y a pas de mariage lorsque, bien que les consentements formels aient été donnés en vue de celui-ci, il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'un au moins des époux n'est manifestement pas la création d'une communauté de vie durable, mais vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut d'époux.* »

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

[C - 2013/09424]

**17 SEPTEMBER 2013. — Omzendbrief betreffende de gegevensuitwisseling tussen de ambtenaren van de burgerlijke stand en de Dienst Vreemdelingenzaken ter gelegenheid van een huwelijksaangifte of een verklaring van een wettelijke samenwoning van een vreemdeling in illegaal of precair verblijf**

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en aan de Ambtenaren van de burgerlijke stand van het Rijk,

Het huwelijk is een fundamenteel recht dat namelijk door artikel 12 van het Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (« E.V.R.M. ») en door artikel 23 van het Internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten gegarandeerd wordt.

Om in het huwelijk te kunnen treden, is het niet vereist dat de vreemdeling toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van meer dan drie maanden. Derhalve, mag de ambtenaar van de burgerlijke stand niet enkel en alleen om die reden weigeren om de akte van huwelijksaangifte op te stellen of het huwelijk te voltrekken.

Er wordt echter vastgesteld dat bepaalde huwelijken niet worden afgesloten om een duurzame levensgemeenschap tot stand te brengen, maar enkel om een verblijfsrechtelijk voordeel te bekomen.

Artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek bepaalt het volgende : « *Er is geen huwelijk wanneer, ondanks de gegeven formele toestemmingen tot het huwelijk, uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van minstens één van de echtgenoten kennelijk niet is gericht op het tot stand brengen van een duurzame levensgemeenschap, maar enkel op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat is verbonden aan de staat van gehuwde.* »

Depuis plusieurs années, suite à la mise en œuvre de plusieurs instruments visant à lutter contre ce phénomène, les pouvoirs publics ont constaté un glissement de ce phénomène des mariages de complaisance vers celui des cohabitations légales de complaisance.

C'est la raison pour laquelle un article 1476bis a été introduit dans le Code civil. Ledit article 1476bis dispose que : « *Il n'y a pas de cohabitation légale lorsque, bien que la volonté des parties de cohabiter légalement ait été exprimée, il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention d'au moins une des parties vise manifestement uniquement à l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut de cohabitant légal.* »

Afin de lutter contre ces mariages de complaisance et ces cohabitations légales de complaisance, le Code civil octroie à l'Officier de l'état civil un pouvoir d'appréciation et de contrôle. (1)

Le Code civil (2) met, notamment, en place un échange d'informations entre les Officiers de l'état civil et l'Office des Etrangers.

Il ressort de la pratique que les étrangers en séjour illégal ou précaire (3) changent rapidement de résidence afin de tenter de conclure un mariage ou une déclaration cohabitation légale avec différents « partenaires » dans différentes communes.

1. Echange d'informations entre les Officiers de l'état civil et l'Office des Etrangers :

*A. Echange d'informations à l'occasion d'une déclaration de mariage ou d'une déclaration de cohabitation légale :*

Lorsque l'Officier de l'état civil délivre un accusé de réception tel que visé à l'article 64, § 1<sup>er</sup>, du Code civil ou un récépissé tel que visé à l'article 1476, § 1<sup>er</sup>, du Code civil ET qu'il est en présence d'un étranger en séjour illégal ou précaire, il est tenu d'en informer l'Office des Etrangers en lui faisant parvenir la fiche, en annexe, dûment complétée.

Cette fiche doit être accompagnée d'une copie dudit accusé de réception ou dudit récépissé.

Le tout devant être envoyé, par e-mail, au Bureau Recherches de l'Office des Etrangers à l'adresse suivante : bur\_recherches01@dofi.fgov.be

A défaut, il peut être envoyé, par fax, au même bureau au numéro suivant : 02-274 66 88.

L'Office des Etrangers communiquera à l'Officier de l'Etat civil les renseignements utiles en sa possession et ce dans les 30 jours suivant la réception de ladite fiche.

*B. Echange d'informations lors d'un refus de célébrer un mariage ou d'un refus d'acter une cohabitation légale :*

Conformément à l'article 167, alinéa 4, du Code civil, l'Officier de l'état civil est tenu d'envoyer, à l'Office des Etrangers, une copie de sa décision de refus de célébrer le mariage lorsque celle-ci est motivée sur fait que l'intention des personnes n'est manifestement pas de créer une communauté de vie durable mais l'obtention d'un avantage en matière de séjour.

Il en est de même lorsque l'officier de l'état civil refuse d'acter la déclaration de cohabitation légale pour le même motif (article 1476quater, alinéa 4, du Code civil).

Les copies des décisions doivent être envoyées, par e-mail, au Bureau Recherches de l'Office des Etrangers à l'adresse suivante : bur\_recherches01@dofi.fgov.be

A défaut, elles peuvent être envoyées, par fax, au même bureau au numéro suivant : 02-274 66 88.

2. Suspension de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire :

Lorsqu'un étranger, à qui un ordre de quitter le territoire (« O.Q.T. ») a été notifié, s'est vu délivré un accusé de réception (article 64, § 1<sup>er</sup>, du Code civil) ou un récépissé (article 1476, § 1<sup>er</sup>, du Code civil), le Ministre ayant l'Accès au territoire, le Séjour, l'Etablissement et l'Eloignement des étrangers dans ses attributions ou son délégué ne procédera à l'exécution dudit « O.Q.T. » et ce jusque :

— au jour de la décision, de l'Officier de l'état civil, de refus de célébrer le mariage ou d'acter la déclaration de cohabitation légale;

— à l'expiration du délai de 6 mois visés à l'article 165, § 3, du Code civil;

— au lendemain du jour de la célébration du mariage ou de la déclaration de cohabitation légale.

Toutefois, l'exécution de l'« O.Q.T. » ne sera pas suspendue lorsque l'étranger à qui il a été délivré : (4)

Als gevolg van het aanwenden van verschillende instrumenten die erop gericht zijn om dit fenomeen te bestrijden stellen de openbare overheden al verschillende jaren een verschuiving van het fenomeen van de schijnhuwelijken naar dat van het schijn-wettelijk samenwonen vast.

Om die reden werd een artikel 1476bis ingevoerd in het Burgerlijk Wetboek. Dit artikel 1476bis bepaalt het volgende : « *Er is geen wettelijke samenwoning wanneer, ondanks de geuite wil van beide partijen om wettelijk samen te wonen, uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van minstens een van beide partijen kennelijk enkel gericht is op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat is verbonden aan de staat van wettelijk samenwonende.* »

Om deze schijnhuwelijken en dit schijn-wettelijk samenwonen te bestrijden verleent het Burgerlijk Wetboek een beoordelings- en contro-lebevoegdheid aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. (1)

Het Burgerlijk Wetboek (2) voert namelijk een gegevensuitwisseling tussen de ambtenaren van de burgerlijke stand en de Dienst Vreemdelingen-zaken in.

Uit de praktijk blijkt dat vreemdelingen wier verblijf illegaal of precair is (3) snel van woonplaats veranderen, om zodoende te proberen een huwelijk of een wettelijke samenwoning af te sluiten met verschillende « partners » in verschillende gemeenten.

1. Gegevensuitwisseling van informatie tussen de ambtenaren van de burgerlijke stand en de Dienst Vreemdelingen-zaken :

*A. Gegevensuitwisseling ter gelegenheid van een huwelijksaangifte of een verklaring van wettelijke samenwoning*

Indien de ambtenaar van de burgerlijke stand een ontvangstbewijs, zoals bedoeld in artikel 64, § 1, van het Burgerlijk Wetboek, of een ontvangstbewijs, zoals bedoeld in artikel 1476, § 1, van het Burgerlijk Wetboek, afgeeft EN hij zich in de aanwezigheid bevindt van een vreemdeling wiens verblijf illegaal of precair is, dient hij de Dienst Vreemdelingen-zaken daarvan op de hoogte brengen door de fiche, als bijlage, behoorlijk ingevuld, naar deze dienst te sturen.

Deze fiche moet gepaard gaan met een kopie van het genoemd ontvangstbewijs.

Beiden dienen per mail naar het Bureau Opsporingen van de Dienst Vreemdelingen-zaken te worden gestuurd op het volgende adres : bur\_recherches01@dofi.fgov.be

De stukken kunnen ook per fax naar hetzelfde bureau gestuurd worden, op het volgende nummer : 02-274 66 88.

De Dienst Vreemdelingen-zaken zal binnen de 30 dagen na de ontvangst van de genoemde fiche de nuttige inlichtingen waarover hij beschikt doorgeven aan de ambtenaar van de burgerlijke stand.

*B. Gegevensuitwisseling in geval van een weigering om een huwelijk te voltrekken of van een weigering om melding te maken van een wettelijke samenwoning*

Overeenkomstig artikel 167, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek moet de ambtenaar van de burgerlijke stand een kopie van zijn beslissing tot weigering om het huwelijk te voltrekken naar de Dienst Vreemdelingen-zaken sturen indien deze beslissing steunt op het feit dat de intentie van de personen kennelijk niet gericht is op het tot stand brengen van een duurzame levensgemeenschap, maar op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel.

Dit geldt ook wanneer de ambtenaar van de burgerlijke stand om dezelfde reden weigert melding te maken van de verklaring van wettelijke samenwoning (artikel 1476quater, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek).

De kopieën van de beslissingen moeten per mail naar het Bureau Opsporingen van de Dienst Vreemdelingen-zaken gestuurd worden, op het volgende adres : bur\_recherches01@dofi.fgov.be

Ze kunnen ook per fax naar hetzelfde bureau gestuurd worden, op het volgende nummer : 02-274 66 88.

2. Opshorting van de uitvoering van het bevel om het grondgebied te verlaten :

Indien aan een vreemdeling, aan wie een bevel om het grondgebied te verlaten (« BGV ») betekend werd, een ontvangstbewijs (artikel 64, § 1, van het Burgerlijk Wetboek) of een ontvangstbewijs (artikel 1476, § 1, van het Burgerlijk Wetboek) afgegeven werd zal de minister die bevoegd is voor de Toegang tot het Grondgebied, het Verblijf, de Vestiging en de Verwijdering van Vreemdelingen of zijn gemachtigde niet overgaan tot de uitvoering van dit « BGV », en dit tot :

— de dag van de beslissing tot weigering van de ambtenaar van de burgerlijke stand om het huwelijk te voltrekken of om melding te maken van de verklaring van wettelijke samenwoning;

— het einde van de termijn van 6 maanden die bedoeld wordt in artikel 165, § 3, van het Burgerlijk Wetboek;

— de dag na de voltrekking van het huwelijk of de verklaring van wettelijke samenwoning.

De uitvoering van het « BGV » zal echter niet worden opgeschort wanneer de vreemdeling aan wie het BGV afgegeven werd : (4)

— est considéré comme compromettant l'ordre public ou la sécurité nationale;

— est considéré par le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions (ou son délégué), après avis conforme de la Commission Consultative des Etrangers, comme pouvant compromettre les relations internationales de la Belgique ou d'un Etat partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique;

— est signalé aux fins de non-admission dans les Etats parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen, signé le 19 juin 1990 au motif que sa présence constitue un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale, ou au motif qu'il a fait l'objet d'une mesure d'éloignement non rapportée ni suspendue, comportant une interdiction d'entrée, fondée sur le non-respect des réglementations nationales relatives à l'entrée ou au séjour des étrangers;

— exerce une activité professionnelle indépendante ou en subordination sans être en possession de l'autorisation requise à cet effet;

— est, en application des conventions ou des accords internationaux liant la Belgique, remis aux autorités belges par les autorités des Etats contractants en vue de son éloignement du territoire des Etats;

— doit être, en application des conventions ou des accords internationaux liant la Belgique, remis par les autorités belges aux autorités des Etats contractants;

— a été renvoyé ou expulsé du Royaume depuis moins de dix ans lorsque la mesure n'a pas été suspendue ou rapportée;

— fait l'objet d'une interdiction d'entrée ni suspendue, ni levée;

— a déjà fait l'objet d'une décision de refus de célébrer un mariage ou d'acter une déclaration de cohabitation légale.

### 3. Disposition abrogatoire :

La circulaire du 13 septembre 2005 relative à l'échange d'information entre les officiers de l'état civil, en collaboration avec l'Office des étrangers, à l'occasion d'une déclaration de mariage concernant un étranger est abrogée.

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
Mme M. DE BLOCK

Notes

(1) A ce sujet, il est renvoyé à la circulaire du 6 septembre 2013.

(2) Articles 63, §§ 3 et 4, 167, 1476, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 et 1476<sup>quater</sup>, du Code civil.

(3) Par étranger en séjour précaire, il y a lieu d'entendre notamment, les étrangers en possession d'une attestation d'immatriculation, d'une annexe 35, les étudiants dont le séjour arrive à expiration, etc.

(4) Article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 4°, 5° à 12°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

— geacht wordt de openbare orde of de nationale veiligheid te schaden;

— door de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (of zijn gemachtigde), op eensluidend advies van de Commissie van Advies voor Vreemdelingen, geacht wordt de internationale betrekkingen van België of van een Staat die partij is bij een internationale overeenkomst betreffende de overschrijding van de buitengrenzen, die België bindt, te kunnen schaden;

— ter fine van weigering van toegang gesignaleerd staat in de Staten die partij zijn bij de Uitvoeringsovereenkomst van het Akkoord van Schengen, ondertekend op 19 juni 1990, hetzij omdat zijn aanwezigheid een gevaar uitmaakt voor de openbare orde of de nationale veiligheid, hetzij omdat hij het voorwerp heeft uitgemaakt van een verwijderingsmaatregel die noch ingetrokken noch opgeschort werd, die een verbod van toegang behelst wegens overtreding van de nationale bepalingen inzake de binnenkomst of het verblijf van de vreemdelingen;

— een beroepsbedrijvigheid als zelfstandige of in ondergeschikt verband uitoefent, zonder in het bezit te zijn van de daartoe vereiste machtiging;

— met toepassing van de internationale overeenkomsten of akkoorden die België binden door de overheden van de overeenkomstsluitende Staten, ter verwijdering van het grondgebied van deze Staten, aan de Belgische overheden wordt overgedragen;

— met toepassing van de internationale overeenkomsten of akkoorden die België binden door de Belgische overheden aan de overheden van de overeenkomstsluitende Staten moet overgedragen worden;

— sedert minder dan tien jaar uit het Rijk werd teruggewezen of uitgezet, zo de maatregel niet werd opgeschort of ingetrokken;

— het voorwerp uitmaakt van een inreisverbod dat noch opgeschort, noch opgeheven is;

— reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot weigering om een huwelijk te voltrekken of om melding te maken van een verklaring van wettelijke samenwoning.

### 3. Opheffingsbepaling :

De omzendbrief van 13 september 2005 betreffende de uitwisseling van informatie tussen de ambtenaren van de burgerlijke stand, in samenwerking met de Dienst Vreemdelingenzaken, ter gelegenheid van een huwelijksaangifte waarbij een vreemdeling betrokken is wordt opgeheven.

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
Mevr. M. DE BLOCK

Nota's

(1) In verband met dit onderwerp wordt naar de omzendbrief van 6 september 2013 verwezen.

(2) Artikelen 63, §§ 3 en 4, 167, 1476, § 1, vierde lid en 1476<sup>quater</sup> van het Burgerlijk Wetboek.

(3) Onder vreemdeling wiens verblijf precair is moeten met name de vreemdelingen verstaan worden die in het bezit zijn van een attest van immatriculatie, van een bijlage 35, de studenten wier verblijf ten einde loopt, enz.

(4) Artikel 7, eerste lid, 3°, 4°, 5° tot 12°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Annexe à la circulaire du 17 septembre 2013 relative à l'échange d'informations entre les Officiers de l'état civil et l'Office des Etrangers à l'occasion d'une déclaration de mariage ou de la conclusion d'une cohabitation légale avec un étranger en séjour illégal ou en séjour précaire

ROYAUME DE BELGIQUE  
ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE :  
COMMUNE DE :  
RÉFÉRENCE COMMUNALE :

**FICHE DE SIGNALEMENT DU PROJET DE MARIAGE OU DE DECLARATION DE COHABITATION LÉGALE D' UN ÉTRANGER EN SÉJOUR ILLÉGAL OU PRÉCAIRE**

A ENVOYER À L'OFFICE DES ÉTRANGERS – BUREAU RECHERCHES  
BUR\_RECHERCHES01@DOFI.FGOV.BE  
FAX. : 02/274.66.88

**1. DÉCLARATION DE MARIAGE OU DE COHABITATION LÉGALE :<sup>1</sup>**

Nous, Officier de l'Etat civil de la Commune de..... avons, en date du ....., délivré un accusé de réception d'une déclaration de mariage / un récépissé d'une déclaration de cohabitation légale :<sup>1</sup>

**ENTRE la personne se nommant / déclarant se nommer :<sup>1</sup>**

Nom : ..... Prénom(s) : .....  
Lieu de naissance : ..... Date de naissance : .....  
Nationalité : ..... Numéro O.E. ....  
ou RRN :<sup>2</sup> .....  
Documents d'identité ou de séjour produits :<sup>3</sup> .....

**ET la personne se nommant / déclarant se nommer :<sup>1</sup>**

Nom : ..... Prénom(s) : .....  
Lieu de naissance : ..... Date de naissance : .....  
Nationalité : ..... Numéro O.E. ....  
ou RRN :<sup>2</sup> .....  
Documents d'identité ou de séjour produits :<sup>3</sup> .....

Nous joignons à la présente fiche une **COPIE DE L'ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA DÉCLARATION DE MARIAGE / DU RÉCÉPISSÉ DE LA DÉCLARATION DE COHABITATION LÉGALE.**

<sup>1</sup> Biffer la mention inutile.

<sup>2</sup> Pour autant que l'intéressé dispose d'un tel numéro.

<sup>3</sup> Type, numéro, date de validité, éventuelle mention d'un visa, etc.

**2. REFUS DE CÉLÉBRER UN MARIAGE OU D'ACTER UNE DECLARATION DE COHABITATION LÉGALE :<sup>1</sup>**

Nous, Officier de l'Etat civil de la Commune de ..... avons, en date du ....., pris la décision suivante :

- Refus de célébrer le mariage au motif que l'intention de l'étranger n'est manifestement pas la création d'une communauté de vie durable, mais uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut d'époux ;
- Refus d'acter la déclaration de cohabitation légale au motif que l'intention de l'étranger vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut de cohabitant légal ;

Nous joignons à la présente fiche une **COPIE DE NOTRE DÉCISION VISÉE CI-DESSUS**.

Bijlage bij de omzendbrief van 17 september 2013 betreffende de gegevensuitwisseling tussen de ambtenaren van de burgerlijke stand en de Dienst Vreemdelingenzaken ter gelegenheid van een huwelijksaangifte of een verklaring van wettelijke samenwoning van een vreemdeling in illegaal of precair verblijf.

KONINKRIJK BELGIË  
ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT VAN:  
GEMEENTE VAN:  
KENMERKNUMMER GEMEENTE:

**MELDINGSFICHE VAN HET VOORNEMEN VAN EEN VREEMDELING IN ONWETTIG OF PRECAIR VERBLIJF OM EEN HUWELIJK OF EEN VERKLARING VAN WETTELIJKE SAMENWONING AF TE SLUITEN**

OPSTUREN NAAR DE DIENST VREEMDELINGENZAKEN – BUREAU OPSPORINGEN  
BUR\_OPSPORINGEN01@DOFI.FGOV.BE  
FAX : 02 274 66 88

**1. AANGIFTE VAN EEN HUWELIJK OF VAN EEN VERKLARING VAN WETTELIJKE SAMENWONING<sup>1</sup>**

Wij, ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van..... hebben, op ....., een ontvangstbewijs van een aangifte van een huwelijk / een ontvangstbewijs van een verklaring van wettelijke samenwoning afgegeven.<sup>1</sup>

**TUSSEN de persoon die heet / verklaart te heten:<sup>1</sup>**

Naam : ..... Voornamen : .....

Geboorteplaats : ..... Geboortedatum : .....

Nationaliteit : ..... DVZ of RRN nummer :<sup>2</sup> .....

Identiteits- of verblijfsdocumenten die zijn voorgelegd :<sup>3</sup> .....

**EN de persoon die heet / verklaart te heten:<sup>1</sup>**

Naam : ..... Voornamen : .....

Geboorteplaats : ..... Geboortedatum : .....

Nationaliteit : ..... DVZ of RRN nummer :<sup>2</sup> .....

Identiteits- of verblijfsdocumenten die zijn voorgelegd :<sup>3</sup> .....

Bij deze fiche voegen wij een **KOPIE VAN HET ONTVANGSTBEWIJS VAN DE AANGIFTE VAN HET HUWELIJK / ONTVANGSTBEWIJS VAN DE VERKLARING VAN WETTELIJKE SAMENWONING.**

<sup>1</sup> Schrappen wat niet past.

<sup>2</sup> Voor zover dat de persoon heeft zo'n nummer.

<sup>3</sup> Type, nummer, geldigheidsduur, eventueel vermelding van een visum, enzovoort.

## 2. WEIGERING OM EEN HUWELIJK TE VOLTREKKEN OF MELDING TE MAKEN VAN EEN VERKLARING VAN WETTELIJKE SAMENWONING<sup>1</sup>

Wij, ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van ..... hebben, op ....., de volgende beslissing genomen:

- Weigering om het huwelijk te voltrekken omdat de intentie van de vreemdeling kennelijk niet is gericht op het tot stand brengen van een duurzame levensgemeenschap is maar enkel op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel, verbonden aan de staat van gehuwde.
- Weigering om melding te maken van de verklaring van wettelijke samenwoning omdat de intentie van de vreemdeling kennelijk enkel is gericht op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat verbonden is aan de staat van wettelijk samenwonende.

Bij deze fiche voegen wij een **KOPIE VAN ONZE BOVENVERMELDE BESLISSING**.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00619]

#### Conseil du contentieux des étrangers. — Avis. — Présentation de la liste de candidats à l'emploi à conférer de juge au contentieux des étrangers d'expression néerlandaise

En son audience du 3 septembre 2013, l'assemblée générale du Conseil du contentieux des étrangers a présenté une liste de candidats à l'emploi vacant de juge au contentieux des étrangers d'expression néerlandaise, qui est composée comme suit :

Premier et seul candidat :

M. Christophe Verhaert, greffier au Conseil d'Etat.

Les autres candidats n'ont pas réussi.

Le candidat a été choisi à l'unanimité des voix.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00619]

#### Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. — Bericht. — Voordracht van de kandidatenlijst voor de te begeben vacante betrekking van Nederlandstalig rechter in vreemdelingenzaken

Tijdens haar zitting van 3 september 2013 heeft de algemene vergadering van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een kandidatenlijst voorgedragen voor de te begeben vacante betrekking van Nederlandstalig rechter in vreemdelingenzaken, die is samengesteld als volgt :

Eerste en enige kandidaat :

De heer Christophe Verhaert, griffier bij de Raad van State.

De overige kandidaten zijn niet geslaagd.

De kandidaat werd met eenparigheid van stemmen voorgedragen.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2013/205055]

#### Agence fédérale de Contrôle nucléaire. — Agréments

Agréments d'experts qualifiés en contrôle physique de classe I, en application de l'article 73 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

M. DE GREVE, Sébastien, domicilié à 1490 COURT-SAINT-ETIENNE, rue des Ecoles 10, est agréé en qualité d'expert qualifié en contrôle physique de classe I.

L'agrément est limité aux installations nucléaires contrôlées par Bel V.

L'agrément est valide du 10 septembre 2013 au 9 septembre 2016, y compris.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2013/205055]

#### Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle. — Kennisgeving

Erkenning van deskundigen bevoegd in de fysische controle van klasse I, in toepassing van artikel 73 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

De heer DEGREVE, Sébastien, wonende te 1490 COURT-SAINT-ETIENNE, rue des Ecoles 10, wordt erkend als deskundige bevoegd in de fysische controle van klasse I.

De erkenning wordt beperkt tot de nucleaire installaties onder het toezicht van Bel V.

De erkenning geldt van 10 september 2013 tot en met 9 september 2016.

M. HANNES, Frits, domicilié à 3150 HAACHT, Dijkstraat 21, est agréé en qualité d'expert qualifié en contrôle physique de classe I.

L'agrément est limité aux installations nucléaires d'Electrabel situées sur le site de la centrale nucléaire de Doel.

L'agrément est valide du 12 avril 2013 au 11 avril 2016, y compris.

De heer HANNES, Frits, wonende te 3150 HAACHT, Dijkstraat 21, wordt erkend als deskundige bevoegd in de fysische controle van klasse I.

De erkenning wordt beperkt tot de nucleaire installaties van Electrabel, gelegen op de vestigingsplaats van de kerncentrale Doel.

De erkenning geldt vanaf 12 april 2013 tot en met 11 april 2016.